ajouté sur le site de la ville le : 26 octobre 2026

Sainte-Geneviève des-Bois

N° 26-604

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

Le 7 octobre 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

VOIRIE

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

TRAVAUX TELECOM

****

Le Maire de la Ville de SAINTE GENEVIEVE DES BOIS,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2211-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6,

VU le Code de la Route, notamment les articles R 417-9 à R 417-13, R 411-8, R 421-5, R 421-7, l'article 325-1 et suivants,

VU le Code Pénal, et notamment l'article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 (livre 1er – Huitième partie : signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

VU l'arrêté n°26-205 en date du 4 avril 2026, portant délégation de signature à Madame Corinne MICHEL, Directrice Générale des Services Techniques,

CONSIDERANT qu'il convient de réaliser **des travaux de remplacement de cadre et tampons de chambre télécom**, exécutés par **l'entreprise AA GROUP – 11 bis rue des Fosses - 91100 Corbeil Essonne pour le compte de ORANGE,**

CONSIDERANT que ces travaux s'effectueront **au Rond-Point Rue de la Fayette, Avenue Paul Vaillant Couturier et Rue du Maréchal de Lattre de Tassigny** conformément aux prescriptions techniques de voirie de Cœur d'Essonne Agglomération,

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer et de garantir la sécurité,

ARRETE

ARTICLE 1 : La circulation sera réglementée de la façon suivante du **Vendredi 16 Octobre 2026 au Samedi 17 Octobre 2026 et du Samedi 24 Octobre 2026 au Dimanche 25 Octobre 2026 de 20h00 à 4h30 :**

- **GIRATOIRE – INTERSECTION RUE LA FAYETTE/ AVENUE PAUL VAILLANT COUTURIER/ RUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY :**

- **Circulation alternée, régulée par 3 hommes trafics jusqu'au passage du dernier bus**
- **Maintien du cheminement piéton**



ajouté sur le site de la ville le : 26 octobre 2026

ARTICLE 2 : Lors des ouvertures des chambres France Télécom, le prestataire en charge de l'intervention devra remettre obligatoirement en état les cadres et les dalles de celles-ci.

ARTICLE 3 : L'arrêté doit être affiché pendant toute la durée du chantier et retiré à la fin de celui-ci.
L'arrêté municipal devra être installé sur un support adapté. Il est strictement interdit d'apposer les arrêtés sur du mobilier urbain.

ARTICLE 4 : La signalisation de chantier sera mise en place et entretenue par l'Entreprise exécutant les travaux conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 5 : À l'issue du passage du dernier bus, un balisage sera mis en place autour du tampon afin de permettre son séchage en toute sécurité.

ARTICLE 6 : Compte tenu de la forte fréquentation de l'avenue, y compris la nuit, un balisage renforcé devra être mis en place, si possible avec des panneaux « **TRAVAUX TRI-FLASH** ».

ARTICLE 7 : Le permissionnaire doit faire enlever immédiatement après l'exécution de chaque partie du travail, les terres et tous autres gravats de manière à rendre la voie publique parfaitement libre

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera faite à :

Monsieur le Commissaire de Police, Circonscription de **STE GENEVIEVE DES BOIS,**
Monsieur le Chef de la Police Municipale de **STE GENEVIEVE DES BOIS,**
Service Voirie de **CŒUR D'ESSONNE AGGLOMERATION,**
Service Transports de **CŒUR D'ESSONNE AGGLOMERATION,**
Monsieur le Directeur de l'Entreprise **AA GROUP,**

Tous les agents placés sous leur autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait en Mairie de Sainte Geneviève des Bois,
Le 7 octobre 2026

Pour le Maire
Corinne MICHEL
Directrice Générale des Services Techniques

Le présent acte peut, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou de sa notification, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles ou, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du maire. L'absence de réponse du maire dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet. La décision explicite ou implicite au recours gracieux peut, dans un délai de deux mois, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles. Le Tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site **www.telerecours.fr** ou par voie postale ou directement au bureau du greffe de la juridiction (56 avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles).